



IFJ Lex

Édition périodique : 29 octobre 2021

© 2021 Institut de Formation Judiciaire



Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

L'IFJ est actif sur Twitter

Dorénavant, l'IFJ est également actif sur Twitter. Par ce canal, nous souhaitons d'une part faire connaître notre offre de formations auprès de groupes cibles spécifiques qui ne sont pas actuellement magistrats professionnels et membres du personnel judiciaire, et d'autre part diffuser des informations générales comme l'IFJ Lex, le rapport annuel ou d'autres mises à jour telles que mesures contre le coronavirus.

Vous pouvez suivre notre compte Twitter ici: https://twitter.com/igo_ifj

Tables des matières

Actualités des hautes juridictions	4
1. Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH)	4
2. Cour de justice	5
3. Cour constitutionnelle	8
4. Cour de cassation	9
Doctrine des revues juridiques	10
Universités – Barreaux – Associations - Autres	10
1. Universités	10
2. Barreaux	11
3. Autres	11
Actualités du Parlement	11
1. La justice et la Chambre des représentants	11
2. Autres législations - liens utiles	12
Autres institutions nationales, européennes et internationales	13
1. Législation européenne – liens statiques	13
Contact	13

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n°254](#)

Fiches d'informations sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme

- [Fiches d'information 2021 \(dernière mise à jour du 27 août 2020\)](#)

Manuels de droit européen

- [Manuel de droit européen en matière de non-discrimination Édition 2018](#)
- [Manuel de droit européen en matière d'asile, de frontières et d'immigration Édition 2020](#)
- [Manuel de droit européen en matière de protection des données Édition 2018](#)
- [Manuel de droit européen en matière de droits de l'enfant](#)
- [Manuel de droit européen en matière d'accès à la justice](#)

Guides pratiques de jurisprudence sur les articles de la Convention

Ces guides analysent et résument la jurisprudence relative à divers articles de la Convention européenne des droits de l'Homme. Vous y trouverez les principes-clés élaborés en la matière ainsi que les précédents pertinents.

Source : <https://echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=caselaw/analysis/guides&c>

- [Case-law Guides by Article \(NL\)](#)

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 20 au 24 septembre 2021](#)
- [Lettre d'information 4 au 8 octobre 2021](#)
- [Lettre d'information 11 au 15 octobre 2021](#)
- [Lettre d'information 18 au 22 octobre 2021](#)
- [Nieuwsalert 27 september 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 6 oktober 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 11 oktober 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 26 oktober 2021 \(NL\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 20. September - 1. Oktober 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 27. September - 8. Oktober 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 4. - 15. Oktober 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 7. - 22. Oktober 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 18. - 29. Oktober 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 25. Oktober - 12. November 2021 \(DE\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-251/20](#) – Conclusions du 16/9/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Publication sur Internet de commentaires dénigrants à l'encontre d'une personne morale – Actions en rectification des données, suppression des contenus et réparation du préjudice subi – Compétence judiciaire pour connaître de l'action en réparation du préjudice subi – Poursuites stratégiques altérant le débat public (poursuites-bâillons)
- [C-177/20](#) – Conclusions du 16/9/2021 - Renvoi préjudiciel – Principes du droit de l'Union – Primauté – Effet direct – Conflit entre le droit de l'Union et le droit national – Violation du droit de l'Union constatée par la Cour dans une décision préjudicielle ainsi que dans le cadre d'un recours en manquement – Obligations et droits des autorités administratives et juridictions nationales – Non-application du droit national dans des affaires analogues, mais non identiques, à celle en cause dans la procédure au principal – Décision administrative devenant définitive en l'absence de recours juridictionnel – Mise à l'écart ou retrait d'une telle décision en raison de sa contrariété avec le droit de l'Union – Ligne jurisprudentielle de l'arrêt Kühne & Heitz (C-453/00)
- [C-296/20](#) – Arrêt du 30/9/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions – Matière civile et commerciale – Convention de Lugano II – Article 15, paragraphe 1, sous c) – Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs – Transfert du domicile du consommateur dans un autre État lié à la convention

- [C-581/20](#) – Arrêt du 6/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 1er, paragraphe 1 – Matière civile et commerciale – Article 35 – Mesures provisoires et conservatoires – Action fondée sur un contrat de travaux de construction d'une voie expresse publique conclu entre une autorité publique et deux sociétés de droit privé – Demande en référé liée aux pénalités et aux garanties découlant de ce contrat – Décision en référé déjà rendue par une juridiction compétente sur le fond
- [C-368&369/20](#) – Conclusions du 6/10/2021 – Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Code frontières Schengen – Règlement (UE) 2016/399 – Article 25 – Réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures – Réglementation nationale prévoyant plusieurs périodes successives de contrôle – Proportionnalité – Article 72 TFUE – Libre circulation des personnes – Article 4, paragraphe 2, TUE
- [C-338/20](#) – Arrêt du 6/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière pénale – Reconnaissance mutuelle – Sanctions pécuniaires – Décision-cadre 2005/214/JAI – Motifs de non-reconnaissance et de non-exécution – Article 20, paragraphe 3 – Décision infligeant une sanction pécuniaire – Respect des droits de la défense – Notification des documents dans une langue non comprise par la personne condamnée – Traduction des éléments essentiels de la décision
- [C-136/20](#) – Arrêt du 6/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Décision-cadre 2005/214/JAI – Exécution des sanctions pécuniaires – Principe de reconnaissance mutuelle – Article 5, paragraphe 1 – Infractions donnant lieu à la reconnaissance et à l'exécution des décisions de sanction sans contrôle de la double incrimination du fait – Article 5, paragraphe 3 – Infractions pour lesquelles l'État membre a la possibilité de subordonner la reconnaissance et l'exécution des décisions de sanction à la double incrimination du fait – Contrôle par l'État membre d'exécution de la qualification juridique donnée à l'infraction par l'État membre d'émission dans le certificat accompagnant la décision de sanction
- [C-487/19](#) – Arrêt du 6/10/2021 - Renvoi préjudiciel – État de droit – Protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union – Article 19, paragraphe 1, second alinéa, TUE – Principes d'inamovibilité et d'indépendance des juges – Mutation non consentie d'un juge d'une juridiction de droit commun – Recours – Ordonnance d'irrecevabilité adoptée par un juge du Sąd Najwyższy (Izba Kontroli Nadzwyczajnej i Spraw Publicznych) [Cour suprême (chambre de contrôle extraordinaire et des affaires publiques), Pologne] – Juge nommé par le président de la République de Pologne sur la base d'une résolution émanant du Conseil national de la magistrature en dépit d'une décision juridictionnelle ordonnant le sursis à l'exécution de cette résolution dans l'attente d'un arrêt préjudiciel de la Cour – Juge ne constituant pas un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi – Primauté du droit de l'Union – Possibilité de tenir une telle ordonnance d'irrecevabilité pour non avenue
- [C-281/20](#) – Arrêt du 21/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2012/13/UE – Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales – Article 6, paragraphe 3 – Droits des suspects ou des personnes poursuivies d'être informés de leurs droits – Articles 47 et 48 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Législation nationale ne prévoyant pas de voie procédurale pour remédier après une audience préliminaire aux imprécisions et aux lacunes entachant le contenu de l'acte d'accusation
- [C-845/19&C-863/19](#) – Arrêt du 21/10/2021 – Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/42/UE – Gel et confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne – Champ d'application – Confiscation des avoirs illégalement acquis – Avantage économique résultant d'une infraction pénale n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation – Article 4 – Confiscation – Article 5 – Confiscation élargie – Article 6 – Confiscation des avoirs des tiers – Conditions – Confiscation d'une somme d'argent revendiquée comme appartenant à un tiers – Tiers n'ayant pas le droit de

se constituer partie à la procédure de confiscation – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

- [C-337/19P \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 16/9/2021 - Pourvoi – Aides d'État – Régime d'aides mis à exécution par le Royaume de Belgique – Exonération des bénéficiaires excédentaires – Décision fiscale anticipée (tax ruling) – Pratique administrative constante – Règlement (UE) 2015/1589 – Article 1er, sous d) – Notion de “régime d'aides” – Notion de “disposition” – Notion de “mesures d'application supplémentaires” – Définition des bénéficiaires “de manière générale et abstraite” – Pourvoi incident – Recevabilité – Autonomie fiscale des États membres
- [C-483/20 \(affaire belge\)](#) – Conclusions du 30/9/2021 - Renvoi préjudiciel – Politique commune en matière d'asile et de protection subsidiaire – Enfant mineur ayant obtenu la protection internationale dans un État membre – Procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale – Directive 2013/32/UE – Article 33, paragraphe 2, sous a) – Irrecevabilité de la demande de protection internationale du parent au motif de l'octroi préalable du statut de réfugié dans un autre État membre – Droit au respect de la vie familiale – Intérêt supérieur de l'enfant – Articles 7, 18 et 24 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Risque réel et avéré de faire l'objet d'un traitement contraire au droit au respect de la vie familiale – Normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale – Directive 2011/95/UE
- [C-13/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 6/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Droit d'auteur et droits voisins – Protection juridique des programmes d'ordinateur – Directive 91/250/CEE – Article 5 – Exceptions aux actes soumis à restrictions – Actes nécessaires pour permettre à l'acquéreur légitime de corriger des erreurs – Notion – Article 6 – Décompilation – Conditions

Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Tribunal de première instance d'Eupen](#)

Date de la décision de renvoi : 4 janvier 2021

Date de dépôt : 14 janvier 2021

Une réglementation nationale qui, telle qu'appliquée par la défenderesse, subordonne l'exemption de l'obligation de procéder à une nouvelle immatriculation, pour l'utilisation d'un véhicule de fonction étranger mis à la disposition d'un gérant (ou d'un membre d'une profession libérale) demeurant en Belgique par une entreprise (dotée ou non de la personnalité juridique) établie dans un autre État membre de l'Union que la Belgique, à la condition que ce gérant (ou ce membre) dispose à bord du véhicule d'une attestation de l'entreprise ou de la preuve d'un ordre (c'est-à-dire d'une attestation au sens de l'article 3, paragraphe 2, point 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules) est-elle contraire aux dispositions pertinentes du droit de l'Union et, en particulier, à l'article 49 TFUE (liberté d'établissement) et l'article 56 TFUE (libre prestation de services) ?

- La condition à laquelle est subordonnée l'utilisation d'un véhicule de fonction immatriculé à l'étranger mis à la disposition d'un associé gérant vivant en Belgique, à savoir la perception par celui-ci d'un salaire ou d'un revenu auprès de l'entreprise, est-elle compatible avec les dispositions pertinentes du droit de l'Union et, en particulier, avec l'article 49 TFUE (liberté d'établissement) et l'article 56 TFUE (libre prestation de services) ?
- Une réglementation nationale, telle que décrite ci-dessus et mise en oeuvre par la défenderesse, est-elle justifiée par des exigences de sécurité publique ou d'autres mesures de protection et est-il nécessaire, pour atteindre l'objectif poursuivi, que cette

réglementation, qui est interprétée en ce sens que doivent obligatoirement se trouver à bord du véhicule à la fois la preuve d'un ordre et une attestation de mise à disposition du véhicule, soit respectée, ou cet objectif aurait-il pu être atteint autrement et par des moyens moins stricts et moins formalistes ?

Ordonnance de la Cour de justice de l'Union européenne du 23 septembre 2021

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 16 septembre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 23 septembre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 30 septembre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 7 octobre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 14 octobre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 21 octobre 2021](#)

Sélection des arrêts de la Cour constitutionnelle

Sélection des publications récentes concernant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle

- [Mai – Août 2021](#)

4. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Septembre 2021	<p>Nouveau moteur de recherche Juportal À partir du 15 décembre 2020, Jurejuridat ne sera plus accessible via un ordinateur en dehors du réseau du SPF Justice. Toutefois, la jurisprudence belge qui y est incluse reste consultable. Un nouveau moteur de recherche très performant est disponible : JUPORTAL. Vous pouvez y accéder via https://juportal.be.</p> <ul style="list-style-type: none">• Cass. 14 september 2021, P.21.0872.N Redenen van de vonnissen en arresten - op conclusie - Strafzaken (geestrijke dranken en douane en accijnzen inbegrepen)• Cass. 17 september 2021, C.20.0254.N Responsabilité hors contrat - obligation de réparer - Pluralité d'auteurs. Solidarité• Cass. 17 september 2021, C.20.0262.N Compensation• Cass. 21 september 2021, P. 21.0828.N Cassatieberoep - Strafzaken - Beslissingen vatbaar voor cassatieberoep - Strafvordering – Algemeen• Cass. 28 september 2021, P.21.01204.N Voorlopige hechtenis – vonnisgerecht• Cass. 29 september 2021, P.21.0523.N Calomnie et diffamation Prescription - Matière répressive - Action publique – Délais Droits de l'homme - convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales - article 10
----------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour.

- [Libercas septembre 2021](#)

Doctrine des revues juridiques

Aperçu de la doctrine

Ce recueil peut servir de référence lors d'une demande d'une copie d'un article de doctrine auprès de la Bibliothèque du SPF Justice via l'adresse mail biblio.fod-spf@just.fgov.be.

Doctrine du Parquet général de la Cour d'appel de Bruxelles

Aperçu des articles parus dans des revues juridiques, disponibles à la bibliothèque du parquet-général près la Cour d'appel de Bruxelles.

- [Juillet - Août 2021](#)
- [Septembre 2021](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Université de Liège

- [E-News de l'Université de Liège – septembre 2021](#)

KULeuven

Cette newsletter vise à donner un aperçu de l'actualité des derniers mois, le cas échéant, accompagné d'une explication concise.

- [Lettre d'information Droit du travail 2021/7 \(NL\)](#)

Revue de droit international privé

- [Revue de droit international privé 2021/3](#)

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Lettre d'information « Prometheus législation » issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers. La lettre d'information donne un aperçu de la législation et de la jurisprudence concernant le droit public, civil, judiciaire, commercial, économique, pénal, fiscal et social.

- [Prometheus Wetgeving – 14 augustus - 15 september 2021](#)

3. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(oktober 2021\) \(NL\)](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Compte-rendu de la Commission justice

Le « Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu intégral de la Commission de la Justice \(22 septembre 2021\)](#)
- [Compte-rendu intégral de la Commission de la Justice \(6 octobre 2021\)](#)

Questions et réponses parlementaires (3ième session de la 55e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses parlementaires \(15 juillet 2021\)](#)
- [Questions et réponses parlementaires \(27 juillet 2021\)](#)
- [Questions et réponses parlementaires \(11 août 2021\)](#)
- [Questions et réponses parlementaires \(6 septembre 2021\)](#)

- [Questions et réponses parlementaires \(2 octobre 2021\)](#)

Rapport 2020 de la Commission européenne sur l'Etat de droit

- [Rapport 2020 de la Commission européenne sur l'Etat de droit](#)

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- [Justel](#)
- [Iubel](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Senlex](#)

Références et abréviations juridiques

<https://vena.be/>

- [Références et abréviations juridiques - édition septembre 2021 \(NL\)](#)

Memento fiscal 2021

- [Memento fiscal 2021](#)

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. Législation européenne – liens statiques

Liens statiques

Banque de données sur la législation européenne

- [Eur-lex - Point d'accès à la législation de l'Union européenne sur le web](#)
- [Eur-lex - Synthèses de la législation de l'UE](#)
- [Office de publication de l'Union européenne](#)
- [Portail européen e-Justice](#)
- [Sources pour retrouver des infos UE](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.